



Né en Suisse, où ses parents s'étaient réfugiés lors de la Seconde Guerre mondiale pour fuir l'occupation de la Belgique, Daniel Horowitz est revenu à Anvers où il a grandi au sein de la communauté juive anversoise. Après une longue carrière dans l'industrie diamantaire, il a émigré en Israël où il se consacre depuis à des activités diverses, dont l'écriture. Dans son blog, il publie régulièrement des articles autour de sujets d'actualité, dont certains sont repris dans Times of Israël. LeMag' a voulu connaître son avis sur les scandales.

leMag' : Peut-on dire qu'Israël est atteint plus que d'autres pays démocratiques par les scandales, les affaires ?

Daniel Horowitz : Difficile de déterminer s'il y a plus de scandales en Israël que dans d'autres démocraties, mais il faudrait se défaire de l'idée, assez répandue il est vrai, que c'est un phénomène nouveau. L'hebdomadaire « Haolam Hazeh » n'a cessé pendant quarante ans de servir de machine à scandales jusqu'à sa fermeture au début des années 1990. Tout au long de son existence, ce magazine a fustigé les turpitudes du monde politique et son florilège d'esclandres financiers et politiques, forçant souvent le pouvoir à rendre des comptes à

Une des raisons du succès médiatique des « affaires » tient à ce que les hommes politiques ne jouissent pas d'immunité parlementaire. Quand il s'avère que changer de régime par les urnes est hors de portée pour l'opposition, alors celle-ci se sert parfois de procédés consistant à discréditer le pouvoir sur le plan moral au lieu de le combattre au moyen du débat d'idées. Cela consiste à traquer des élus afin de trouver de quoi déclencher des enquêtes, même quand celles-ci ont peu de chance de déboucher sur des inculpations. L'instauration d'une immunité parlementaire permettrait sans doute de limiter l'impact de ce journalisme de caniveau qui a tendance à dénaturer la démocratie.



« Haolam Hazeh » journal israélien à scandales.

DANIEL HOROWITZ,

BLOGUEUR

“ EN PLUS DU GOÛT DU SENSATIONNEL, IL Y A DANS L'OPINION PUBLIQUE ISRAËLIENNE CE SENTIMENT D'APPARTENANCE À UNE MÊME FAMILLE, QUI FAIT QUE TOUT LE MONDE VEUT AVOIR LE DROIT DE TOUT SAVOIR SUR TOUT LE MONDE ”

Est-ce que la population israélienne, un peu comme aux USA, est friande de révélations ?

D.H : En plus du goût du sensationnel, il y a dans l'opinion publique israélienne quelque chose de plus profond : il s'agit du sentiment d'appartenance à une même famille, qui fait que tout le monde veut avoir le droit de tout savoir sur tout le monde. Les guerres, le terrorisme, la lutte pour la survie, l'épopée du sionisme des origines ont suscité une solidarité remarquable en temps de crise, mais dans la vie de tous les jours, cette solidarité va de pair avec une exigence de transparence qui confine parfois à l'absurde.

Les scandales sont-ils un indice de corruption ou de transparence démocratique ?

D.H : Les scandales peuvent être la meilleure comme la pire des choses. Quand ils servent l'intérêt public : ils sont justifiés, mais quand ce sont des manœuvres qui n'ont comme objet qu'une lutte pour le pouvoir ou un conflit par médias interposés, ils nuisent à la transparence de

l'État ! La transparence tout azimut est la marque de notre époque, mais il y a quelque chose de malsain quand les élus sont suivis jusqu'aux moindres de leurs gestes. J'ai parlé plus haut de la nécessité d'instaurer en Israël une immunité parlementaire. Ce serait une manière de circonscrire la transparence, mais d'une manière générale, je pense qu'il faut admettre que des responsables de haut niveau peuvent être au-dessus des lois dans une certaine mesure pour ne pas être gênés dans leurs actions. Il n'est pas normal que la police puisse débarquer chez un Premier ministre à six heures du matin pour l'interroger sur des faits anciens et d'importance secondaire. ▶

“
IL N'EST PAS NORMAL QUE LA POLICE PUISSE DÉBARQUER CHEZ UN PREMIER MINISTRE À SIX HEURES DU MATIN POUR L'INTERROGER SUR DES FAITS ANCIENS ET D'IMPORTANCE SECONDAIRE
”

© Kobi Gideon (GPO)





Quel regard portez-vous sur la presse qui joue un rôle important dans la révélation de ces scandales, voire parfois leur création !

D.H : Les scandales sont souvent des fabrications médiatiques qui ne méritent pas cette qualification. Il y a donc de vrais et de faux scandales. Quand un ministre embrasse une jeune femme sans lui demander la permission et qu'il se voit obligé pour cette raison de quitter la vie politique, il n'y a là aucune commune mesure entre faute et sanction. C'est donc un faux scandale. Quand un élu a un penchant pour le luxe et accepte des cadeaux quand il devrait s'en abstenir, il y a là un problème éthique, mais pas forcément d'enrichissement personnel. C'est donc un faux scandale. Quand un ministre vétérinaire de la vie politique aspire à se faire élire Président mais se voit obligé de retirer sa candidature sur base d'une diffamation, il a là une machination détestable. C'est donc un faux scandale. Ces faux scandales ont pour but de déloger de manière déloyale des hommes ou des femmes au profit de leurs adversaires politiques et de vendre du papier par la même occasion.

Quel est le scandale qui vous a le plus marqué, et le plus touché en Israël ?

D.H : Je comprends le sens de votre question, mais je vais vous répondre sans doute à l'inverse de ce à quoi vous vous attendez. Les scandales qui m'ont le plus choqué sont ceux qui n'avaient jamais eu raison d'être. Par exemple, celui qui a forcé Itzhak Rabin à démissionner parce que son épouse avait un compte en banque aux États-Unis a été un gâchis inouï pour la vie politique israélienne. Je le mentionne parce qu'Oury Avnery, le patron de « Haolam Hazeh », raconte dans sa biographie qu'il détenait l'information avant celui qui l'a jetée en pâture au public, mais s'est abstenu de la publier. Au lieu de cela, il est allé trouver Rabin pour le mettre en garde, mettant ainsi l'intérêt général au-dessus de l'intérêt de son journal.



CES FAUX SCANDALES ONT POUR BUT DE DÉLOGER DE MANIÈRE DÉLOYALE DES HOMMES OU DES FEMMES AU PROFIT DE LEURS ADVERSAIRES POLITIQUES ET DE VENDRE DU PAPIER PAR LA MÊME OCCASION.



Daniel Horowitz

Un mot sur les époux Netanyahu accusés depuis de longues années, et à intervalles réguliers, pour différents motifs mais qui s'en sortent toujours. Pensez-vous que les 'affaires' qui concernent le Premier ministre actuellement pourraient représenter le prochain scandale politique de l'année 2018 ?

D.H : Je ne me prononce pas sur leur action publique, que chacun est libre d'apprécier selon sa sensibilité. Ce que j'ai à dire en revanche c'est qu'arguer qu'ils sont « accusés depuis de longues années, et à intervalles réguliers, pour différents motifs mais qui s'en sortent toujours » est déplacé. C'est faire fi d'un principe fondamental du droit, qui est la présomption d'innocence. Il est donc indécent et diffamatoire de les juger coupables sur la place publique aussi longtemps que la justice ne se prononce pas dans ce sens. J'ajoute que si Netanyahu voulait tester l'état de sa popularité compte tenu des 'affaires' en cours, il pourrait provoquer des élections anticipées, et on aurait à ce moment une mesure fiable du sentiment populaire à son propos... ■

Propos recueillis par Caroll Azoulay

Itzhak Rabin et sa femme Leah

